L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

1 F L'Humanité Rouge
B.P. 365-02 ; Paris R.P.
C.C.P. 30 226-72 ; LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

3e ANNEE
JEUDI 25 NOVEMBRE 71 N° 124

PAS DE SALAIRE INFERIEUR A 1200 F !

Pas de salaire inférieur à 1 200 F ! voilà une des revendications immédiates que les travailleurs aujourd'hui doivent arracher par la lutte. Bien avant le printemps révolutionnaire de 68, le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France alors légal (il a été interdit le 12 juin 68) avait appelé la classe ouvrière et toutes les masses laborieuses de notre pays à se battre partout pour obtenir immédiatement : Pas de salaire inférieur à 1 000 F !

On sait à quel point le peuple de notre pays s'est emparé avec force de ce juste mot d'ordre revendicatif dans la grande tempête qu'il déclencha en Mai 68.

Aujourd'hui l' « Humanité-Rouge », fidèle porte-parole de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, appelle tous les travailleurs à porter à un niveau supérieur leurs exigences immédiates.

Et il ne s'agit pas là d'une surenchère démagogique comme le prétendent sans doute les faux communistes, les révisionnistes qui dirigent le P. « C. » F.

La bourgeoisie monopoliste, en augmentant prodigieusement l'exploitation de chaque ouvrier, ainsi que le coût de la vie, a considérablement diminué les salaires réels. Selon les statistiques les plus officielles, le coût de la vie (alimentation, logement, transport, habillement) a augmenté de plus de 20 % depuis 1968.

Depuis des mois et des mois les prix montent toujours plus vite. Pompidou, Giscard et Cie rejettent la faute sur la « conjoncture économique » : elle a bon dos. Mais qu'ils nous disent donc comment il se fait qu'avec une telle « conjoncture » les monopoles, eux, ont accru leurs profits de plus de 55 % ! La vérité, ils ne la révéleront évidemment pas : les souffrances du peuple c'est le dernier de leurs soucis. Ils sont là pour favoriser les affaires des parasites qui s'engraissent de la sueur et du sang populaires. Car si les monopoles ont si bien profité ces dernières années, il n'y a pas de miracle, c'est par l'exploitation forcenée des travailleurs. Les capitalistes prétendent fixer eux-mêmes le prix qu'ils doivent payer la force de travail de la classe ouvrière : si la classe ouvrière est divisée et affaiblie ce prix est le plus bas possible. Et aucun prolétaire n'ignore que ce prix, ces salaires ont baissé depuis 68. Cadences augmentées, licenciements multipliés, chômage galopant, autant de mesures en face desquelles la classe ouvrière, trahie et divisée par ses dirigeants traîtres, n'a pu opposer toute l'efficacité voulue. Mais la classe ouvrière, les travailleurs, sont en train de reconstituer leur unité d'acier face au capital monopoleur. LES CAPITALISTES PEUVENT PAYER, ILS PAIERONT ! Nos moyens de vaincre, travailleurs, c'est

l'UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION ! nos moyens c'est LA GREVE DURE, L'OCCUPATION DES USINES, LA SEQUESTRATION DES P.D.G. !

Mais s'il faut se battre dans l'unité pour nos justes revendications immédiates,

PAS DE SALAIRE INFERIEUR A 1 200 F !

LES 40 H SANS DIMINUTION DE SALAIRE, TOUT DE SUITE !

LA RETRAITE A 60 ANS POUR LES HOMMES, A 55 ANS POUR LES FEMMES !

A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL POUR LES JEUNES, LES FEMMES, LES IMMIGRES !

NON AUX LICENCIEMENTS !

NON AU CHOMAGE !
il ne faut également jamais oublier que ce que la bourgeoisie lâche sous la pression des travailleurs en lutte elle le reprend dès qu'elle le peut. Tant qu'elle conserve le pouvoir politique, il en sera ainsi.

Les ouvriers révolutionnaires doivent donc toujours associer à la lutte, pour des revendications immédiates, la préparation à la révolution prolétarienne qui établira le pouvoir révolutionnaire des prolétaires dont le mot d'ordre, en matière de salaire, A CHACUN SELON SON TRAVAIL.

CAMBODGE

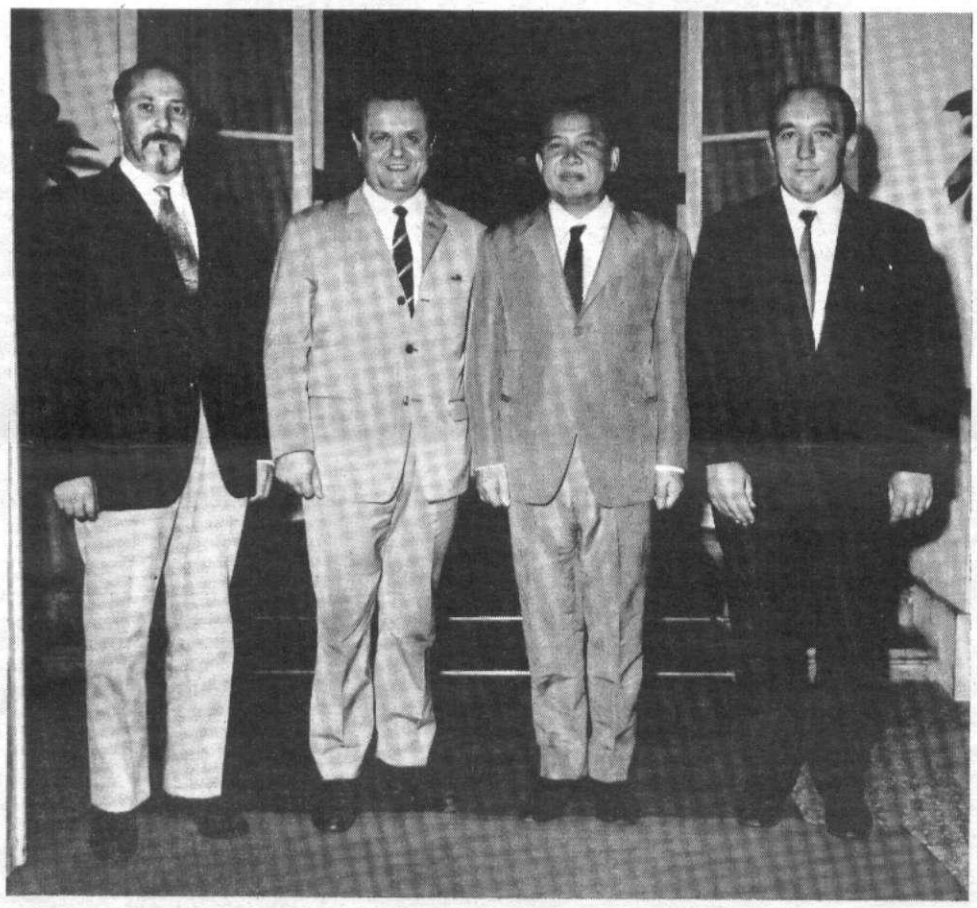
LA VICTOIRE TOTALE N'EST PLUS LOIN !

Cette dernière semaine les patriotes khmères ont remporté de magnifiques victoires sur les fantoches de Lon Nol, ce dictateur mis en place par les Etats-Unis voilà à peine plus d'un an. La presque totalité du territoire du Cambodge est libéré. Les troupes patriotiques sont à moins de 12 km de Phnom Penh, la capitale, dernier rempart des américains fantoches.

Voilà qui remplit d'enthousiasme le peuple révolutionnaire de France et tout particulièrement son avant-garde marxiste-léniniste. Car le peuple khmer étroitement uni aux peuples du Laos et du Vietnam n'est plus loin de la victoire totale. C'est la certitude que le prince Sihanouk président du Front Uni National du Kampuchea (Cambodge) avait déjà fait partager à nos représentants en septembre dernier à Pékin.

Cette certitude confirmée par les éclatantes victoires des jours derniers renforce encore plus l'idée que « UN PETIT PAYS PEUT VAINCRE UN GRAND PAYS S'IL OSE RECOURIR AUX ARMES » (Mao Tsé toung).

Et cela que les impérialistes de Washington et les révisionnistes de Moscou le veuillent ou non. La preuve, Washington et Moscou ont beau soutenir Lon Nol, sa dernière heure n'est pas loin de sonner et le pays totalement libéré (voir page 7).



Pendant leur voyage en République Populaire de Chine, la délégation de l' «Humanité-Rouge» a rencontré le prince Sihanouk, président du Front Uni National du Kampuchea, certain que la victoire de son peuple était proche.

Sur notre photo : de gauche à droite, les camarades André Druesne et Jacques Jurquet, dirigeant la délégation, Norodom Sihanouk, le camarade Alain Castan.

La bataille de "l'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner !

Camarades et amis,

Nous avons tiré la semaine dernière la sonnette d'alarme. Pour que notre « Humanité Rouge » vive il faut que chacun se lance dans la bataille avec ses forces. Car cette bataille c'est notre affaire à tous. Certains ont déjà répondu. L'effort doit se poursuivre. Rappelons quelques points. Actuellement il n'est pratiquement plus possible de se procurer H.R. dans les grandes villes, si l'on n'est pas client attitré et de longue date dans un kiosque bien déterminé. Et encore, si pour une raison ou une autre, on n'a pas pu acheter un numéro pendant une semaine, le kiosque n'est plus fourni la semaine suivante.

Deux autres raisons expliquent l'augmentation du déficit :

— Les montants versés chaque semaine à la souscription permanente ont sensiblement diminué, malgré des efforts soutenus en quelques endroits précis ;

— Les abonnements restent trop peu nombreux, malgré quelques bons exemples de collecte d'abonnements de 3 mois démontrant les possibilités concrètes existantes.

Cette situation est politique et voulue par tous nos ennemis... et nous en avons de tous les côtés ! Elle est à rapprocher de l'intense campagne anti-chinoise qui n'est autre qu'une campagne anti-communiste.

Comment sauver l'H.R. ?

1° Par deux fois déjà, vous avez réussi à défendre victorieusement votre journal. Par exemple, au mois d'avril 1971 en deux semaines 1 157 986 AF.

Il faut recommencer. ENVOYEZ-NOUS D'URGENCE TOUT CE QUE VOUS POUVEZ.

Mais celà ne suffit pas.

La souscription n'a d'effet que si elle est « PERMANENTE » et de masse. Les grands coups de soutien sont indispensables, mais les versements PERIODIQUES que réalisent déjà certains amis sont encore plus nécessaires.

2° Le secteur le plus décisif — et aussi le plus politique — c'est la diffusion. Il faut DOUBLER le nombre des exemplaires vendus par les diffusseurs, par les kiosques, par abonnements.

Cet objectif n'est pas un mirage, mais peut être atteint si tous nos amis, camarades et diffuseurs, où qu'ils se trouvent, engagent l'effort persévérant nécessaire.

Propositions d'un Comité de Diffusion de " l'Humanité Rouge "

Voici une des lettres qui nous sont parvenues immédiatement après l'appel « Encore une fois, sauvez "l'Humanité Rouge !" » Les propositions faites par ce camarade nous semblent devoir être retenues par tous les camarades. Cependant sur 2 points, elle n'est pas réaliste :

1) Il est impossible, compte tenu de la base prolétarienne de nos militants de pousser chaque camarade à verser 3 journées de salaire. Beaucoup d'entre eux font déjà beaucoup de sacrifices.

2) Quant à **exiger** de nos lecteurs 1 F supplémentaire, cela n'est à notre avis pas très réaliste et contraire à nos méthodes : il faut **convaincre** nos amis de soutenir le journal, cela est une question de conscience révolutionnaire prolétarienne.

« L'Humanité Rouge »

En réponse à l'appel de Suzanne Marty, directrice de publication de notre « Humanité Rouge », je tiens à vous apporter mon soutien, en tant que militant de Comité de Diffusion de « l'Humanité Rouge » ainsi que celui de tous mes camarades. Pour notre part, conscients que l'H.R. exprime la juste ligne marxiste-léniniste, est le journal de la classe ouvrière, nous sommes décidés à faire tout ce qui est possible pour sauver « l'Huma Rouge » :

Il est nécessaire, indispensable, VITAL, que tous les camarades prennent toutes les mesures en vue du sauvetage de « l'Humanité Rouge ». Dans l'immédiat, c'est une question d'urgence, pour que « l'Humanité Rouge » continue à servir le prolétariat sans relâche. Dans notre Comité, nous préconisons les mesures suivantes :

— règlement immédiat des dettes à l'H.R., à 100 % ;

— une aide financière accrue au maximum. Que chaque militant verse au moins une journée de son salaire par mois (1 journée de Smigard pour les étudiants) et pour ce mois-ci, 3 journées de salaire.

— un appel incessant à la souscription de MASSE. Il est très raisonnable d'exiger de chacun des lecteurs 1 F minimum supplémentaire à l'achat du journal. Il est indispensable de lancer la campagne de souscription parmi toutes nos connaissances, en expliquant franchement la situation du journal.

— développer la diffusion du journal, par les ventes militantes d'abord, en direction des travailleurs, de la classe ouvrière ! **Doublons** le nombre de nos lecteurs, et nous aurons une base d'appuis beaucoup plus large, donc plus solide.

— contrôler de nouveau systématiquement la vente dans les kiosques de Paris et de la Province, pour mettre fin au blocage organisé par les distributeurs officiels de la bourgeoisie.

Toutes ces mesures assureront dans un premier temps le sauvetage financier de notre journal. Il est important que tous s'y mettent, que personne ne se repose sur les autres camarades. Si nous prenons notre tâche **fermement** en main, « l'Humanité Rouge » ne disparaîtra pas.

Tous les militants, sympathisants et lecteurs sont concernés.

Nous comptons sur « l'Humanité Rouge », « l'Humanité Rouge » peut compter sur nous.

Nous sauverons « l'Humanité Rouge ».

Un militant

RECTIFICATIFS

Camarades,

Venant de recevoir le nouveau numéro de « l'Humanité Rouge », je ne perds pas de temps à vous écrire qu'il y a une erreur dans la « lettre d'un apprenti » que je vous avais écrite et que vous avez publiée.

En effet je ne « gagnais » que 80 F par semaine et je n'en recevais que 78.

Quant à la Chambre des Métiers ce n'est que 40 F qu'elle demande.

Si c'est moi qui suis cause de ces erreurs, je vous demande de m'excuser et de ne pas m'en vouloir car c'est sans doute l'émotion qui m'a fait commettre ces fautes.

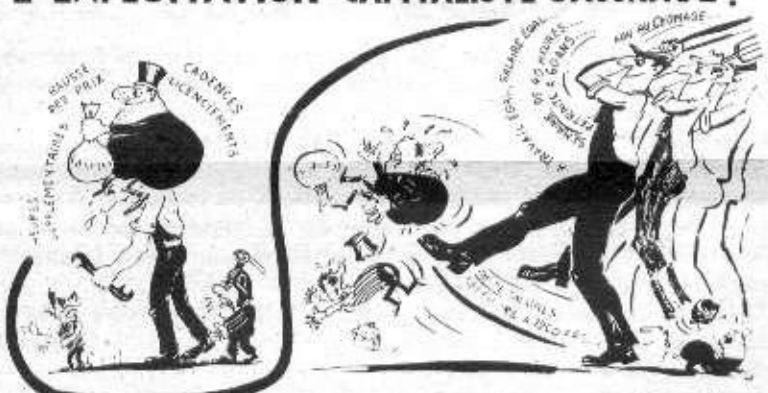
Comme je ne voudrais pas que par ma faute des camarades soient induits en erreur, je vous demande s'il vous est possible d'apporter une correction à mes écrits dans vos prochains numéros.

Encore une fois, toutes mes excuses, et que triomphe l'amitié prolétarienne.

Note de l'H.R. : Effectivement il y avait une erreur dans l'article mentionné, qui est une erreur de correction dont nous sommes responsables. (Il était écrit 800 F au lieu de 80 F).

Une omission dans le dernier numéro de « l'Humanité Rouge » à propos de l'article : **« Solidarité des travailleurs de la RATP avec des manifestants »** (p. 6) : les informations avaient été communiquées par **l'Agence de Presse Libération,** ce qui n'était pas mentionné.

UNE NOUVELLE AFFICHE
L'EXPLOITATION CAPITALISTE S'AGGRAVE !



UNITÉ A LA BASE ET DANS L'ACTION !..
CLASSE CONTRE CLASSE !..

CHAQUE SEMAINE DANS TOUS LES KIOSQUES L'HUMANITÉ rouge

COMMANDEZ-LA ! COLLEZ-LA MASSIVEMENT !

(Prix : 10 centimes)

" L'Humanité Rouge " organisera un meeting en décembre à Paris

Pour célébrer le 6me congrès et le 30me anniversaire du Parti du Travail d'Albanie

LETTRE DU COMITÉ DE LUTTE DE L'ÉCOLE NATIONALE DE CHIMIE

Comme nous vous l'avions promis dans notre lettre du 7 octobre, que vous avez cordialement reproduite dans votre numéro 118, nous nous efforçons, malgré nos moyens limités, de soutenir les organisations et journaux que nous jugeons détenteurs de l'authentique Marxisme-Léninisme. Malheureusement, nous reconnaissons que notre soutien est inégal. Pour vous il se chiffre à 20,00 F en deux fois (N° 116 et 118). Comme vous avez pu vous en apercevoir alors que le N° 121 est en vente, voilà 3 numéros qui ne sont pas soutenus par notre engagement. Nous reconnaissons que cette situation est anormale et nous régularisons dès aujourd'hui en vous adressant 10,00 F en timbres poste, montant hebdomadaire que nous pouvons réaliser.

Toujours, nous nous efforcerons malgré les difficultés, de vous soutenir, car nous considérons votre lutte comme juste.

Sincèrement aux camarades de H.R. Soutien illimité dans le temps, jusqu'à la victoire du Marxisme et du Léninisme en France.

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maotsé-toung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris .....F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

— timbres-poste

— chèque bancaire

— virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source

Nom et adresse (facultatifs) .....

.....

Date : .....

Signature .....

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :
« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	10 F	20 F	40 F
	6 mois	20 F	40 F	80 F
	1 an	40 F	80 F	150 F
Etranger :	3 mois	40 F	65 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

En raison du manque de place, nous reportons la souscription dans le prochain numéro

DU TRAVAIL POUR TOUS

Dans la « nouvelle société », cette vieille société capitaliste pourrie, la « participation » et autres balivernes monopolistes ne peuvent empêcher la réalité objective de la lutte des classes.

Pour la classe ouvrière, ce sont les licenciements, le chômage, la misère.

Pour la petite poignée de capitalistes monopolistes, ce sont des profits de plus en plus exorbitants.

La crise du capitalisme s'aggrave.

Ces derniers temps, les licenciements touchaient le prolétariat des petites et moyennes entreprises, sous prétextes « économiques » (prix non compétitifs) ou absorption par de plus grosses entreprises.

Maintenant les licenciements touchent le prolétariat des trusts comme Wendel-Sidélor ou Roussel-Uclaf.

Ainsi chaque jour, l'armée de réserve des sans-travail voit grossir ses rangs, plus de 600 000 chômeurs actuellement.

Mais pour les capitalistes, les profits avant amortissement ne cessent de grossir, comme l'a révélé la revue patronale « Entreprise ». Nous citerons la progression en pourcentage, de 1969 à 1970, de quelques-uns de ces buveurs de sang : Wendel-Sidélor + 78 %, Roussel-Uclaf + 28 %, Peugeot automobile + 644 %, Ugine Kulhman chimie + 82 %, Gervais-Danone alimentation + 543 %, Usinor + 66 %, B.S.N. verre + 196 %, etc. Enfin, les profits pour les cinquante premières sociétés capitalistes sont en moyenne de + 54,3 %.

Cela montre, une fois de plus, que les intérêts du prolétariat, — celui qui crée les richesses —, sont inconciliables avec les intérêts du capital — ces exploiteurs —, ils sont antagoniques.

Face à l'offensive du capitalisme exploiteur, la classe ouvrière a amorcé la contre-offensive. Les premières manifestations contre les licenciements ont eu lieu la semaine dernière ; à Hayange plus de 10 000 manifestants, à Bobigny en Seine-Saint-Denis 6 000 manifestants.

Dans toutes les luttes de la classe ouvrière, les marxistes-léninistes, les ouvriers avancés, doivent se lier de plus en plus aux masses, en faisant pénétrer de plus en plus les justes mots d'ordre qui correspondent aux intérêts immédiats du prolétariat. Ce que veulent les ouvriers, c'est DU TRAVAIL POUR TOUS.

NON AUX LICENCIEMENTS !
NON AU CHOMAGE !
NON A LA MISERE !
LES PATRONS PEUVENT PAYER !

C'est dans l'UNITE à la BASE et dans l'ACTION que la classe ouvrière démasque et démasquera toujours plus les valets du capital, qui font tout pour freiner, dévoyer les luttes naissantes, pour maintenir les luttes localement et par corporation de peur d'être débordés par les masses populaires.

C'est ainsi que le chef de file du révisionnisme moderne en France, le kollabo Marchais, s'en est pris tout dernièrement, le 18 novembre à Villerupt, aux « comportements déraisonnables » de ceux qu'il nomme « les purs et les durs dans la lutte pour le socialisme ». C'est un aveu de taille !

Et ce laquais, dans le but de freiner, de dévoyer la lutte des travailleurs de la sidérurgie, propose tout bonnement de « nationaliser immédiatement Wendel-Sidélor et ses filiales Sollac, Sicélor, Solmer », et puis « Usinor » et « le groupe Creusot-Loire ».

Mais qui détient le pouvoir d'Etat ? C'est la bourgeoisie monopoliste, et nous savons par expérience que la S.N.C.F., l'E.D.F., G.D.F., les P.T.T. font des tarifs privilégiés aux monopoles alors que la classe ouvrière paie le tarif fort, paie des impôts pour ces entreprises nationalisées.

Sur cette question nous pourrions citer les grands maîtres du marxisme-léninisme mais nous emprunterons une citation au Thorez de 1935 qui, comme nous le savons, a par la suite renié les principes du marxisme-léninisme.

« Chaque prolétaire sait que nous sommes pour les nationalisations, que nous sommes pour la socialisation. Mais, pour socialiser, pour nationaliser, nous considérons que la condition, la toute petite condition, c'est d'être maître du pouvoir ».

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION DU TOUS ENSEMBLE POUR NOS REVENDICATIONS IMMEDIATES !

PREPARONS LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

Luc DACIER.

KREMLIN-VIRALU (CHAUMONT)

LES CADRES RÉPRESSIFS AGRESSENT UN PIQUET DE GRÈVE

Durant dix jours, les quarante ouvriers de l'atelier de tôlerie sont en grève avec occupation pour refuser une retenue arbitraire de trois quarts d'heure sur leur salaire.

Ils ont été rapidement rejoints dans la lutte par l'ensemble des 400 ouvriers de l'usine qui soutiennent leurs revendications et définissent les leurs :

- *— amélioration des conditions de travail,*
- *— reclassement professionnel des O.S.,*
- *— ajustement des salaires — inférieurs de 2 F de l'heure — sur ceux de l'usine-mère de Saint-Denis,*
- *— paiement intégral des heures de grève.*

La direction fait alors preuve d'une résistance acharnée : 29 grévistes sont assignés devant le tribunal des référés pour occupation illicite ! Dans le même temps, une véritable agression était montée par la maîtrise contre le piquet de grève qui interdisait l'accès de l'usine. Une quarantaine d'entre eux s'acharnèrent sur les ouvriers, blessant deux d'entre eux : une jeune ouvrière de 21 ans projetée par dessus la barricade et piétinée et un délégué C.F.D.T., handicapé physique.

Les patrons et les cadres répressifs à leurs bottes savent qu'ils peuvent agresser ainsi impunément les ouvriers. Le fils du patron qui avait, en Mai 1968, foncé en voiture sur un piquet de grève, renversant et blessant grièvement une jeune militante C.G.T., n'a pas fait un seul jour de taule. L'ouvrière, elle, est restée estropiée à vie. Ainsi le veut la loi de la bourgeoisie. Mais de cette loi de brigands, la classe ouvrière n'en veut plus. Ceux de Chaumont, ceux de la fromagerie Besnier, viennent encore de l'affirmer avec force. La résistance forcenée et les manœuvres criminelles des capitalistes ne les feront pas reculer d'un pouce. C'est au nom de la classe ouvrière de France tout entière qu'ils crient leur haine de l'exploitation capitaliste et leur résolution d'en finir un jour définitivement avec elle.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

LAITERIE BESNIER (Orne)

La lutte résolue des ouvriers a déjà obtenue quelques succès : départ du chef de fabrication qui faisait régner la terreur, élections de délégués du personnel, augmentation uniforme des salaires des chauffeurs, aménagement des horaires et des conditions de travail.

Mais il ne s'agit encore que de promesses et la direction manœuvre pour tenter d'échapper à leur application. La grève continue pour les imposer.

★

DOCKERS DE BASTIA

Le conflit se poursuit depuis de longues semaines. Les Dockers, fermement unis, se sont opposés à ce qu'une société privée décharge les 700 tonnes de marchandises du cargo « Ville de Marseille » et ont affronté les gardes mobiles venus les déloger.

Entièrement solidaires de leur lutte, les marins du cargo ont refusé d'effectuer les manœuvres permettant le déchargement.

Vive l'unité de la classe ouvrière à la base et dans l'action !

★

USINES LUCHAIRE (Orne)

Dans la fabrique de pièces automobiles qui emploie 1 500 ouvriers, un délégué CFDT a été mis à pied pour diffusion de tracts « mettant en cause les cadres de l'entreprise ». La grève se développe pour exiger sa réintégration immédiate.

★

PAPIER-CARTON

Plus de 15 000 travailleurs du papier-carton ont fait grève 24 heures aux papeteries Navarre de Roanne, aux papeteries du Limousin, de la Seine, de Turckelm, d'Annecy, de Quimperlé, etc., pour exiger une augmentation générale des salaires.

★

WENDEL-SIDELOR (Lorraine)

24 heures de grèves dans la région et 10 000 manifestants dans les rues pour s'opposer à tout licenciement. La marche de 15 km s'est effectuée aux cris de « Wendel fossoyeur ! », « Non à la liquidation ! », « Du travail pour les Jeunes ! ».

Tous les petits commerçants avaient fermé leurs boutiques en signe de solidarité et s'étaient joints aux manifestants.

SAINT-DENIS

1 500 personnes ont traversé les rues de la ville pour manifester leur refus de tout licenciement (2 500 licenciements sont annoncés), aux cris de « Du travail ! Pas de chômage ! Non aux licenciements ! »

Contre les menaces de licenciement occupons les usines !

★

PUITS AGACHE (Nord)

Un mineur, père de deux enfants, Lohcen Ben Saïd Boustie, a été écrasé par une roche de 20 tonnes alors qu'il effectuait un travail dangereux, sans que les conditions de sécurité soient respectées. En apprenant sa mort les mineurs en colère ont immédiatement décidé une grève de 24 h pour exiger le respect des mesures de sécurité.

★

BOBIGNY

6 000 travailleurs venus de plus de 300 entreprises de la Seine-Saint-Denis ont manifesté leur colère à l'occasion de la visite de Pompidou.

★

USINES SLO - PLESSIS BOUCHARD (Val-d'Oise)

Les ouvriers poursuivent la grève malgré le lock-out décrété par la direction. Ils exigent le respect du droit syndical et une augmentation générale des salaires.

★

SDCF (Filiale de Poliet et Chausson)

Grève unanime des chauffeurs mécaniciens de la Région Paisienne qui exigent une augmentation substantielle des salaires, compensant la hausse du coût de la vie.

★

ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS

Nouvelle grève pour protester contre l'attribution d'une prime anti-grève de 130, 180 ou 250 F (selon le classement hiérarchique) au personnel qui n'a pas fait grève depuis le 8 novembre.

★

MARINE MARCHANDE

Après 6 mois de luttes et des retards fréquents à l'appareillage qui pouvaient aller jusqu'à 9 jours, les équipages ont obtenus satisfaction de certaines de leurs revendications : augmentation de 30 F de la prime de fin d'année, amélioration des congés, augmentation des salaires et des pensions.

ERICSON (COLOMBES)

LES OUVRIERS, CONTRE LA C.G.T., REFUSENT LA HIÉRARCHIE

Aux établissements Ericsson (Colombes) a eu lieu une grève au mois d'octobre (voir l' « Humanité-Rouge » n° 118, rubrique « Parmi les luttes de la semaine »). La revendication principale était 200 F pour tous et avait été adoptée par 93 % du personnel. Les sections syndicales C.F.D.T. et C.G.T. avaient appelé ensemble à la grève après la consultation du personnel.

Or, la section C.G.T. a cru bon de sortir un tract dans lequel elle disait notamment : « La C.G.T. réaffirme sa position de toujours à ce sujet, à savoir : que s'opposer à la hiérarchisation des salaires ce serait nier toute possibilité de progrès, nul ne serait encouragé d'acquérir une classification supérieure ou de poursuivre des études, ce serait le nivellement par le bas et le chaos économique ; en conséquence, la C.G.T. soutient la revendication de 200 F pour tous, populaire parmi 92,4 % du personnel, mais à titre de rattrapage. »

En quelque sorte, cela passe pour cette fois mais n'y revenez plus !

Voilà où mène l'abandon de l'idéologie prolétarienne répandu par la direction révisionniste de la C.G.T. : en l'occurence, ils reprennent *mot pour mot* les arguments que la bourgeoisie utilise pour justifier la hiérarchie capitaliste et pour critiquer le socialisme : sans concurrence, sans appât du gain, pas de progrès possible. Evidemment pour ces militants de base C.G.T., l'exemple vient de haut : une série de trois articles consacrés à la hiérarchie des salaires est parue dans l' « Humanité »

En U.R.S.S. que beaucoup d'ouvriers croient encore socialiste, depuis Khroutchev des « théoriciens » comme Liebermann ont défendu la thèse que sans profit, sans concurrence, sans primes, il ne saurait y avoir d'économie solide. Depuis, ces idées sont passées dans la réalité : possibilité de profits non versés à l'Etat pour les usines, concurrence entre usines sur le marché, accroissement de la hiérarchie des salaires (de 1 à 20), extension du système de primes, retour à la propriété privée dans l'agriculture, chômage (« pour la nécessaire rentabilisation »), etc. C'est la restauration du capitalisme.

Comme il est dit dans l'H.-R. de la semaine dernière, les défenseurs de la hiérarchie sont des défenseurs du capitalisme.

Sans illusions (la hiérarchie ne disparaîtra pas avant la révolution socialiste, ni du jour au lendemain après), nous devons être fermes et lutter dans notre propagande et pour nos revendications de salaires, contre la hiérarchie capitaliste.

A bas la hiérarchie capitaliste et ses défenseurs ! C'est la classe ouvrière qui dirige la lutte pour la révolution socialiste.

TRAFIC DE DROGUE... SCANDALES IMMOBILIERS... FRAUDE FISCALE...

LES GANGSTERS QUI GOUVERNENT : DES PARASITES A ECRASER !

LES SERVICES SECRETS REPERE DES TRAFICANTS DE DROGUE

Le 5 avril 1971, un individu dénommé Delouette était arrêté aux U.S.A. alors qu'il transportait de la drogue. Le dénommé Delouette appartenait au S.D.E.C.E. (Service de documentation et de contre-espionnage) et avait travaillé au service du banquier Rothschild.

Récemment encore, un autre individu était arrêté pour le même motif. Il s'appelle Debay et de fortes présomptions laissent entendre que lui aussi appartenait à la même « honorable » maison.

On pouvait déjà s'interroger légitimement quant aux rapports existant entre le S.D.E.C.E. et le trafic de la drogue. Comment des agents du S.D.E.C.E. pouvaient-ils se livrer à cette activité criminelle sans que leurs supérieurs ne le sachent ?

Et puis le 14 novembre, le journal *Daily-News* annonçait qu'un haut fonctionnaire français était impliqué dans le trafic de la drogue et que son activité consistait en particulier à recruter des convoyeurs. L'individu en question est inculpé de trafic de drogue. Il s'agit du « colonel » Fournier, un des plus hauts responsables du S.D.E.C.E.

Delouette qui a été soumis au « détecteur de mensonges » en présence de policiers français l'a dénoncé, ainsi qu'un membre du consulat de France à New York.

Et il faut bien noter un certain embarras du côté du gouvernement français et du ministère de l'Intérieur, où on se garde bien entendu de confirmer mais aussi de nier les accusations portées contre « Fournier ». Cela ressemble presque à un aveu.

Cela n'aurait d'ailleurs rien de très étonnant car la limite entre « barbouzes » et truands est bien souvent fort peu distincte ainsi qu'a pu le montrer en son temps l'affaire Ben Barka. D'autre part, le trafic de la drogue rapporte d'importantes sommes que des services secrets ne dédaigneraient certainement pas. On sait que la C.I.A. par exemple affrète des avions chargés du transport de la drogue.

De plus, faire sombrer une fraction de la jeunesse dans la drogue est sans nul doute d'un grand intérêt pour la bourgeoisie, effrayée par le spectre de la révolution. Toujours est-il qu'il monte de ce régime une odeur de pourriture qui en annonce la fin prochaine.

QU'EST-CE QUE LE S.D.E.C.E. ?

Le S.D.E.C.E. ou « Service de Documentation et de Contre-Espionnage » est l'équivalent de la C.I.A. américaine. Il a en particulier pour rôle de s'ingérer dans les affaires intérieures des pays étrangers, de les espionner, pour connaître à la fois leurs plans politiques, militaires et économiques. Il assure également la défense des intérêts de l'impérialisme français dans les divers pays pillés par lui.

Le S.D.E.C.E. dépend du ministère des armées et directement de Pompidou. Le S.D.E.C.E. se charge également de l'espionnage des mouvements révolutionnaires en France. Il est spécialiste des écoutes téléphoniques. Son siège se trouve boulevard Mortier à Paris et au Mont-Valérien. Ses effectifs sont au minimum de 1 820 civils et militaires.

On doit y ajouter de proches collaborateurs recrutés en particulier dans la pègre : La majeure partie de ses cadres sont en place depuis 1946. Son nouveau responsable est Alexandre de Marenches chargé de sa réorganisation dans laquelle Fournier a joué un rôle de premier plan. Un des responsables limogés, Beaumont, serait accusé de haute trahison. Fournier l'a remplacé. Le S.D.E.C.E. s'est signalé en particulier par l'assassinat du leader progressiste marocain Mehdi Ben Barka, accompli en collaboration avec des membres du « milieu ».

Chaque pays impérialiste possède l'équivalent du S.D.E.C.E., tous étant façonnés plus ou moins sur le modèle de la C.I.A. dont l'activité en France est indéniable et fait peser de lourdes menaces sur l'indépendance nationale.

Ce que le pouvoir réserve aux travailleurs lorrains

Affolés par les répercussions des décisions de De Wendel, les dirigeants capitalistes font dire dans leur presse, à la radio, à la télé, à qui veut l'entendre que jamais les travailleurs lorrains licenciés ne seraient au chômage. Mais c'est là une manœuvre que les travailleurs discernent très bien. D'ailleurs, s'il fallait encore les convaincre sur les intentions du pouvoir monopoliste, une décision récente leur ôterait leurs dernières illusions : un nouveau préfet vient d'être nommé en Lorraine : il s'appelle Gaston-Eugène Pontal et il est tristement célèbre. Sa carrière, il l'a entreprise comme commissaire de police sous Pétain. Son anti-communisme viscéral n'a alors pas manqué de fournir de nombreux otages aux bourreaux nazis.

— A la Libération, Pontal fut chargé de « nettoyer » l'administration des communistes. La bourgeoisie tenait à retrouver un appareil d'Etat bien huilé pour mettre le peuple au pas.

— En 1953, il est responsable en Algérie des services de surveillance du territoire. C'est-à-dire qu'il est responsable au premier chef de la chasse aux patriotes algériens. Il s'illustra si bien dans cette sale besogne que Soustelle lui confia le poste « suprême » de directeur de la Sûreté en 1955. Il se montra rapidement de mèche avec les plus ultras des activistes contre-révolutionnaires d'Alger.

Trop voyant et trop agité, il est nommé préfet de la Nièvre puis de l'Oise. Là son zèle est tel que la justice bourgeoise elle-même en arrive à l'inculper et à le condamner à 1 000 F d'amende pour « ATTEINTE AUX LIBERTES INDIVIDUELLES ».

— Nommé dans le Calvados, il reste fidèle à sa réputation en faisant matraquer sauvagement les ouvriers de la Saviem.

Les préfets sont chargés de réprimer le peuple travailleur selon les directives du pouvoir central du capital monopoleur. La nomination du sinistre Pontal en dit long sur les intentions fascisantes du pouvoir vis-à-vis des Lorrains...

ENCORE UN " SCANDALE " ?

Après une série de scandales, en voici un nouveau. Edouard Dega, inspecteur des Contributions, conseillait un certain nombre de « personnalités » du 16e arrondissement pour qu'elles puissent en toute sécurité frauder le fisc. Dega travaillait en étroite collaboration avec son frère, Georges Dega. Et c'est là que les choses se corsent puisque celui-ci a été en 1957 membre du cabinet de Chaban-Delmas. Et en 1960, il collabore toujours avec lui à la présidence de l'Assemblée nationale.

Qu'on ne s'y trompe pas, le plus grand des scandales, c'est le système fiscal lui-même, conçu pour le seul profit des monopoles. Si Giscard d'Estaing fait venir au jour cette nouvelle affaire, c'est parce qu'il a en tête de régler leur compte à un certain nombre de ses compères, comptant en tirer le plus grand profit.

Mais là il se trompe lourdement. Les révélations en chaîne de « scandales » n'aboutissent qu'à une chose: à renforcer la détermination des travailleurs à mettre fin au scandale que représente la dictature du capital.

L'U.D.R. A STRASBOURG : LES ASSISES DU GRAND CAPITAL

UNE TOILE DE FOND BIEN SOMBRE

Car le tableau de la période en cours est peu réjouissant, au-delà de l'optimisme de commande qui préside à ces assises. Les vagues successives de scandales, immobiliers ou autres, qui remontent au grand jour se révèlent malgré tout encombrants à escamoter. Les inculpations de MM. Rochenoir, candidat U.D.R., et Rives-Henry, député U.D.R., les solides accusations portées contre un gros bonnet du régime accusé d'être également un gros bonnet du trafic de la drogue, toute la boue qui éclabousse quotidiennement d'autres compères du gouvernement au service des monopoles, constituent un handicap accablant pour accréditer l'idée d'une U.D.R., chère au cœur de tous les Français, *« aspiration nationale au service de tous et soutenue dans sa philosophie comme dans son action par un vaste mouvement populaire d'adhésion. »*

Une situation de crise économique, aussi, qui monte à l'horizon et dont certains prédisent déjà, au cœur même du bastion capitaliste, qu'elle sera catastrophique. Certains symptômes ne peuvent déjà plus être camouflés par de bonnes paroles : niveau du chômage le plus élevé depuis 25 ans, licenciements massifs, en Lorraine comme dans tout le pays, retombées de la crise du dollar, etc.

Plus d'un ne serait pas fâché de voir l'U.D.R. prendre un peu de large par rapport à tout ce discrédit qui pèse sur le gouvernement, à l'approche des élections législatives.

Mais, par-dessus tout cela, un fait, le plus angoissant de tous, domine l'inquiétude de ces assises du capital monopoleur : depuis la dernière rencontre de ce type, en novembre 1967, il y a eu le Printemps révolutionnaire de mai 1968, la montée impétueuse des luttes de la classe ouvrière, de sa combativité, de son degré d'organisation.

LES CONTRADICTIONS DU CLAN DES MONOPOLES

Tout cela explique l'agitation fiévreuse qui se déploie dans le clan des monopoles et de leurs valets. L'ombre de De Gaulle qui maintenait l'apparente cohésion des troupes est maintenant estompée et la foire d'empoigne apparaît au grand jour.

Déjà certains, tels Rousset, Fouchet, Jeanneney, Vallon, ont quitté le navire qu'ils voient sombrer. Partisans des réformes, de la politique de la carotte, voyant la tendance fascisante se renforcer au sein de l'U.D.R. et la tendance réformiste céder du terrain, ils ont préféré donner leur démission. C'est là un épisode de la lutte des clans qui se mène au sein de la bourgeoisie entre partisans et adversaires de la fascisation.

Plus significatif et plus profond se révèle être l'affrontement qui se dissimule sous la querelle de « l'U.D.R. mouvement, rempart de la majorité au Parlement », ou de « l'U.D.R. parti politique structuré ».

Nul doute que la voix de Chalandon qui s'élève en faveur d'une U.D.R parti politique ne soit celle du clan le plus fascisant des monopoles. Nul doute que cette querelle, apparemment peu intéressante, ne masque un affrontement sérieux sur la ligne d'action à suivre face à la montée irréversible des luttes de la classe ouvrière et de tous les exploités et opprimés. Comment maintenir la dictature du capital monopoleur ? La carotte ou le bâton ? Pour tous, c'est les deux, bien sûr ! Mais actuellement, la tendance la plus fascisante mise déjà principalement sur le bâton, tandis que la tendance majoritaire de Pompidou - Chaban fonde encore beaucoup d'espoirs sur la carotte « société nouvelle - participation ».

En exigeant la transformation de l'U.D.R. en un véritable parti qui ne soit plus un simple rassemblement autour du gouvernement en place, la tendance la plus fascisante entamait une manœuvre dont le succès lui aurait permis de structurer solidement l'appareil du parti, de le détacher de l'actuelle tendance majoritaire au gouvernement, et d'en prendre la direction pour, le moment venu, pouvoir imposer sa tactique de fascisation accélérée.

Pompidou s'est opposé à la désignation d'un président de l'U.D.R., craignant d'y trouver un concurrent possible qui, fort de l'appareil du parti, risquerait de supplanter son influence.

Cette manœuvre a provisoirement échoué, Pompidou s'étant empressé d'y mettre le holà ! en faisant lui-même une mise au point condamnant les projets de Chalandon et en surveillant de très près la mécanique bien huilée des assises de Strasbourg, mises au service de sa propre tactique.

On peut toutefois en tirer deux enseignements :

1° La fraction la plus fascisante du clan des monopoles est encore minoritaire, puisque, une nouvelle fois, les Pompidou et Chaban ont marqué un point contre elle.

2° Cette fraction est toutefois suffisamment forte pour tenter, dès maintenant, de s'emparer à son profit de l'appareil de l'U.D.R.

Tout cela montre bien le beau panier de crabes qu'est la bourgeoisie. Mais attention ! Rappelons-nous qu'elle ne se déchire que pour mieux nous exploiter. C'est son système capitaliste tout entier qu'il faudra briser pour en finir définitivement avec elle.

L'HUMANITÉ rouge

Ière déclaration de la Chine à l'O.N.U.

LA CHINE FERME SOUTIEN DES PEUPLES !

Lors de la 26e session de l'assemblée générale de l'O.N.U., réunie en séance plénière le 15 novembre, Kiao Kouan-Houa, chef de la délégation de la République Populaire de Chine a prononcé une déclaration réaffirmant les justes principes marxistes-léninistes de la politique étrangère de la République Populaire de Chine.

Etant donné l'importance historique de cette première déclaration à l'O.N.U., « l'Humanité Rouge » en publie les principaux extraits.

C'est une victoire de la ligne révolutionnaire du Président Mao Tsé toung en ce qui concerne les affaires étrangères et une victoire commune de tous les peuples du monde a déclaré Kiao Kouan-Houa, chef de la délégation chinoise. Kiao Kouan-Houa a déclaré également : le peuple chinois a connu les pires souffrances sous l'oppression impérialiste. Depuis plus d'un siècle les impérialistes ont déclenché de nombreuses guerres d'agression contre la Chine, et lui ont imposé un grand nombre de traités inégaux.

Les inter-titres sont de la rédaction de l' « Humanité-Rouge ».

LE PEUPLE CHINOIS LIBERERA TAIWAN

Taïwan est une province chinoise, et ses 14 millions d'habitants sont des compatriotes qui nous sont liés par la chair et le sang. En vertu de la déclaration du Caire et de la déclaration de Potsdam, Taïwan a été restitué à la Chine après la seconde guerre mondiale, et nos compatriotes de Taïwan sont revenus dans les bras de la patrie. En 1949-1950, le gouvernement américain a plus d'une fois confirmé officiellement ce fait, et a déclaré publiquement que la question de Taïwan relevait des affaires intérieures de la Chine et qu'il n'avait pas l'intention d'y intervenir. Ce n'est qu'avec l'éclatement de la guerre de Corée que le gouvernement américain est revenu sur sa parole en envoyant des forces armées occuper le territoire chinois de Taïwan et le détroit de Taïwan, où elles continuent de stationner à ce jour. L'absurdité selon laquelle « le statut de Taïwan reste à déterminer », que l'on répand aujourd'hui en certains endroits, prépare le complot de l' « indépendance de Taïwan » et signifie la poursuite de la machination d' « une Chine et un Taïwan », ce qui équivaut en somme à « deux Chine ». Au nom du gouvernement de la République Populaire de Chine, je tiens à réaffirmer ici ce qui suit : Taïwan est une partie inaliénable du territoire chinois et l'occupation armée de Taïwan, territoire chinois, et du détroit de Taïwan par les Etats-Unis ne peut modifier en rien la souveraineté de la République Populaire de Chine sur Taïwan — toutes les forces armées américaines doivent se retirer de Taïwan et du détroit de Taïwan — et nous sommes résolument opposés à tout complot visant à détacher Taïwan de la patrie. Le peuple chinois libérera Taïwan et nulle force ne saurait l'en empêcher.

SOUTIEN RESOLU AUX PEUPLES D'INDOCHINE

Le gouvernement américain, en se livrant à une agression armée contre le Vietnam, le Cambodge et le Laos, et en foulant aux pieds l'intégrité territoriale et la souveraineté de ces trois pays, a aggravé la tension en Extrême-Orient et suscite une opposition énergique de tous les peuples du monde, y compris le peuple américain. Le gouvernement et le peuple chinois soutiennent résolument les peuples des trois pays d'Indochine dans leur guerre de résistance à l'agression américaine, pour le salut national — ils soutiennent résolument la déclaration commune de la Conférence au sommet des peuples indochinois et la proposition de paix en sept points avancée par le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud-Vietnam. Le gouvernement américain doit retirer immédiatement et inconditionnellement des trois pays indochinois toutes les forces armées des Etats-Unis et de ceux qui sont à leur remorque pour laisser les peuples de ces pays régler leurs affaires en toute indépendance, sans intervention étrangère. Voilà la clé de la détente en Extrême-Orient.

SOUTIEN RESOLU AU PROGRAMME EN 8 POINTS DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE COREE

La Corée reste divisée à ce jour. Depuis longtemps, les volontaires du peuple chinois se sont retirés de la Corée, alors que les troupes américaines stationnent aujourd'hui encore en Corée du Sud. L'unification pacifique de la patrie est l'aspiration commune de tout le peuple coréen. Le gouvernement et le peuple chinois soutiennent résolument le programme en huit points formulé en avril dernier par la République Populaire Démocratique de Corée pour l'unification pacifique de la patrie, ainsi que sa juste exigeance concernant l'abrogation de toutes les résolutions illégales de l'O.N.U. sur la question coréenne et la dissolution de la « commission des Nations-Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée ».

SOUTIEN RESOLU AUX PEUPLES PALESTINIEN ET ARABES

L'essence du problème moyen-oriental réside dans l'agression contre le peuple palestinien et les autres peuples arabes à laquelle se livre le sionisme israélien, avec le soutien et l'encouragement des superpuissances. Le gouvernement et le peuple chinois soutiennent fermement ceux-ci dans leur juste lutte contre l'agression, et sont convaincus que les héroïques peuples de Palestine et des autres pays arabes, en persistant dans la lutte et en s'en tenant à l'unité, pourront à coup sûr recouvrer les territoires arabes perdus et les droits nationaux du peuple palestinien. Le gouvernement chinois estime que les pays et peuples épris de paix et de justice ont tous le devoir d'apporter leur soutien à la lutte du peuple palestinien et des autres peuples arabes, que personne n'a le droit de passer des transactions politiques, à leur insu, en sacrifiant leur droit à l'existence et leurs intérêts nationaux.

SOUTIEN RESOLU AUX LUTTES DE LIBERATION NATIONALE

La persistance du colonialisme sous toutes ses manifestations est un défi aux peuples du monde entier. Le gouvernement et le peuple chinois soutiennent résolument les peuples du Mozambique, de l'Angola et de Guinée (Bissau) dans leur lutte pour la libération nationale — ils soutiennent résolument les peuples d'Azanie, du Zimbabwe et de Namibie dans leur lutte contre la domination coloniale blanche et la discrimination raciale. Leurs luttes sont justes, et les causes justes sont victorieuses.

LA LIMITE DES EAUX TERRITORIALES DOIT ETRE DE 200 MILLES MARINS

Sans indépendance économique, l'indépendance d'un pays est incomplète. L'économie arriérée des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine résulte du pillage impérialiste. Combattre le pillage économique et protéger les ressources nationales procèdent de la souveraineté imprescriptible de tout pays indépendant. La Chine est encore un pays économiquement arriéré, un pays en voie de développement — comme la majorité écrasante des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, elle appartient au Tiers-Monde. Le gouvernement et le peuple chinois soutiennent avec fermeté la lutte que des pays et peuples latino-américains ont engagée les premiers pour la sauvegarde de leur droit sur les eaux territoriales établies à 200 milles * marins et la protection des ressources nationales. Ils soutiennent avec fermeté la lutte que les pays exportateurs de pétrole d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine ainsi que les différentes organisations régionales et spécialisées mènent pour la défense des droits et intérêts nationaux, contre le pillage économique.

LA CHINE NE SERA JAMAIS UNE SUPER-PUISSANCE

Nous sommes depuis toujours d'avis que tous les pays, grands ou petits, doivent se traiter d'égal à égal, et que les cinq principes de la coexistence pacifique doivent servir de normes pour les relations entre Etats. Le peuple d'un pays, quel qu'il soit, a le droit d'opter, conformément à sa propre volonté, pour le système social de son choix et de défendre son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale — aucun pays n'a le droit de soumettre un autre pays à l'agression, à la subversion, au contrôle, à l'intervention et aux vexations. Nous nous opposons à la théorie impérialiste et colonialiste selon laquelle les grands pays sont supérieurs aux petits pays et les petits pays sont subordonnés aux grands pays. Nous sommes contre la politique du plus fort et l'hégémonisme pratiqués par les grands pays qui malmènent les petits pays, par les pays forts qui malmènent les pays faibles. Nous soutenons que les affaires d'un pays doivent être prises en main par le peuple de ce pays — que les affaires mondiales doivent l'être par les pays du monde — et que celles de l'O.N.U. doivent l'être conjointement par tous les pays membres de cette organisation, sans qu'il soit permis aux super-puissances d'exercer sur elles leur contrôle et leur monopole. Les super-puissances veulent se placer au-dessus des autres et les tenir sous leur férule. La Chine n'est pas aujourd'hui et ne sera jamais demain une super-puissance qui soumet les autres à l'agression, à la subversion, au contrôle, à l'intervention et aux vexations.

INTERDICTION COMPLETE ET DESTRUCTION TOTALE DES ARMES NUCLEAIRES

Qu'une ou deux super-puissances intensifient l'expansion des armements et la préparation à la guerre et développent considérablement l'armement nucléaire constitue une menace sérieuse pour la paix internationale. Il est donc compréhensible que les peuples du monde aspirent au désarmement et surtout au désarmement nucléaire. Et c'est dans l'ordre des choses qu'ils demandent la dissolution des blocs militaires, le retrait des troupes étrangères et le démantèlement des bases militaires étrangères. Or, les super-puissances, qui parlent sans cesse du désarmement, sont en fait chaque jour engagées dans l'expansion des armements. Le prétendu désarmement nucléaire qu'elles prêchent n'a pour but que de leur permettre de s'assurer le monopole des armes nucléaires et de se livrer aux menaces et au chantage nucléaires. En aucun cas, la Chine ne participera, en tournant le dos aux pays non nucléaires, aux prétendues négociations des puissances nucléaires sur le désarmement nucléaire. Ses armes nucléaires en sont encore au stade expérimental. La Chine développe son armement nucléaire à des fins uniquement défensives, pour briser le monopole nucléaire et éliminer finalement l'armement et la guerre nucléaires. Le gouvernement chinois a toujours préconisé l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires, et a proposé la convocation d'une conférence au sommet de tous les pays du monde pour discuter de cette question et parvenir, comme premier pas, à un accord sur le non-recours aux armes nucléaires. Le gouvernement chinois a déclaré à maintes reprises ce qui suit, et je tiens maintenant à le réaffirmer solennellement en son nom : à aucun moment et en aucune circonstance la Chine ne sera la première à utiliser les armes nucléaires. Si les Etats-Unis et l'Union Soviétique voulaient réellement procéder au désarmement, ils devraient prendre l'engagement de ne pas employer les premiers les armes nucléaires. Ce n'est pas là une chose difficile à faire. Y souscriront-ils ? Voilà une sévère épreuve qui permettra de savoir s'ils ont oui ou non le désir sincère de se livrer au désarmement.

NOUS NE SERONS JAMAIS DES MARCHANDS DE CANONS

Nous estimons depuis toujours que dans leurs justes luttes les peuples du monde se soutiennent mutuellement. La Chine a toujours bénéficié de la sympathie et du soutien de tous les peuples dans sa révolution et son édification socialistes. Soutenir les justes luttes des peuples de partout est un devoir qui nous incombe. Nous avons donc fourni une aide à certains pays amis pour les aider à développer leur économie en toute indépendance. Nous l'avons toujours fait en respectant strictement la souveraineté des pays bénéficiaires, sans assortir notre aide d'aucune condition ni exiger aucun privilège. Aux pays et peuples en lutte contre l'agression, nous avons apporté une aide militaire sans contrepartie. Nous ne serons jamais des marchands de canons. Nous nous opposons fermement à ce que certains pays se servent de l' « aide » comme d'un moyen pour contrôler et spolier les pays bénéficiaires. L'économie de notre pays se trouvant encore dans un état relativement arriéré, notre aide est fort limitée sur le plan matériel — elle est essentiellement d'ordre politique et moral. La Chine a 700 millions d'hommes et elle se doit d'apporter une plus grande contribution au progrès de l'humanité. Nous espérons pouvoir changer graduellement cette situation où nos moyens ne sont pas à la mesure de nos intentions.

---

* 200 milles marins : 370 km (environ).

Tournée des popotes et sinistres projets

A Bobigny, à Créteil, à Ivry, à Nanterre, à Cergy-Pontoise le 18 novembre, la police est en émoi. Les flics sont partout, en uniformes, en civils, le long de la route ou camouflés sous des ponts, peut-être derrière les arbres. Dans les nouvelles préfectures de la région parisienne, tous les employés doivent évacuer leurs bureaux. Les locaux sont fouillés systématiquement. Pompidou le représentant en chef du capital monopoleur arrive...

Et il n'est pas rassuré si on en juge par le déploiement de forces. C'est que dans la région parisienne où les traditions de luttes sont ancestrales et glorieuses, de la Commune de Paris au Printemps révolutionnaire de 1968, la classe ouvrière et tous les travailleurs sont en colère : de grands combats se préparent contre les exploiteurs et leur chef de file Pompidou.

Dans le département de la Seine-Saint-Denis, c'est 6 000 ouvriers qui ont manifesté la veille contre le chômage, produit du capitalisme. Aussi quand Pompidou doit arriver, les délégués syndicaux des employés de préfecture sont avertis : s'ils manifestent, ils seront licenciés. L'inauguration des nouvelles préfectures est une opération de prestige, elle ne doit pas être gâchée par des manifestations. Le pouvoir monopoliste tient à faire passer les luxueuses réalisations préfectorales pour des bienfaits de la Ve République bourgeoise. La vérité est bien entendu toute autre.

Depuis l'après-deuxième guerre mondiale et tout particulièrement depuis une dizaine d'années, l'agglomération parisienne a pris une extension prodigieuse. Les travailleurs ont été rejetés loin du centre de la capitale. Paris proprement dit finit de devenir une ville bourgeoise à 100 % ; les quartiers populaires sont rasés et remplacés par des immeubles de grand luxe. Le peuple habite, lui, les nouvelles cités, appelées « champignons » parce qu'elles sont sorties de terre à grande vitesse pour le plus grand profit d'une poignée de promoteurs, de spéculateurs fonciers et autres banquiers. Les logements sont chers, l'équipement social et culturel en dessous de tout, sans parler du problème crucial des transports : bus insuffisants, embouteillages permanents, absence de réseaux inter-banlieues, prix exorbitant du trajet, etc. Un chiffre pour illustrer le processus dont nous avons parlé : il y a 20 ans, la distance du lieu d'habitation au lieu de travail était en moyenne de 8 km, aujourd'hui, elle est de plus de 20 km (statistiques officielles). En réalité, ils ne sont pas rares les ouvriers qui font 50 km et plus pour aller travailler.

Mais ce n'est pourtant là qu'une des causes secondaires de la réserve révolutionnaire que constitue le « Grand Paris » que le pouvoir fasciste craint tant.

La cause fondamentale, c'est, bien sûr, l'énorme concentration du prolétariat industriel, la grande densité des usines. Un exemple dans les Yvelines, plus de 20 000 prolétaires employés par Renault-Flins et Simca-Poissy, compte non tenu des innombrables usines d'importance inégale autour de l'axe de la Seine. Et il en va de même pour tous les autres nouveaux départements. Toutes les grandes usines, une grande partie des entreprises importantes, pour l'économie nationale, sont concentrées là, dans la banlieue de Paris. Et c'est plusieurs centaines de milliers d'ouvriers qui suent chaque jour pour engraisser les exploiteurs capitalistes. Plusieurs centaines de milliers d'ouvriers concernés par le chômage qui touche particulièrement les jeunes. Et en fin de compte plusieurs millions de travailleurs qu'un jour ou l'autre, pas si loin que cela, vont se soulever contre la dictature du capital qui les saigne à blanc.

Il faut donc les encadrer, les quadriller et enfin les réprimer, c'est la ligne tracée par Pompidou et Marcellin. Les préfets sont là pour cela. L'administration quotidienne, la mise en fiche, la répression, c'est leur affaire. Le sourire des hôtesses chargées de diriger le public ni les espaces verts luxueusement aménagés ne pourront faire oublier aux travailleurs ce sinistre projet.

LUTTE VICTORIEUSE DES PETITS PAYSANS DE L'AUDE !

Voici le récit d'une lutte exemplaire de petits viticulteurs de l'Aude que nous avons extrait du numéro 7 de Paysans en lutte *:*

Paysans en lutte, *« bulletin pour l'action des travailleurs de l'agriculture », est le journal d'un groupe de paysans révolutionnaires qui sont effectivement à la tête des luttes de masse des paysans exploités, dans leurs régions, depuis plusieurs années.*

Ces militants ont ainsi acquis une grande expérience dont ils tentent de tirer les leçons dans ce bulletin.

Même si nous ne sommes pas forcément d'accord avec tous les aspects de leurs réfexions, l'essentiel reste, pour nous, qu'ils travaillent à souder, face au capital et jusqu'à sa destruction, l'alliance aux côtés de la classe ouvrière des paysans exploités.

Camarades et amis qui êtes directement concernés par la lutte des paysans travailleurs, lisez Paysans en lutte *en le commandant par notre intermédiaire.*

★

A Narbonne, le 8 juillet, nous avons perturbé une vente aux enchères. Nous voulions faire prévaloir la loi du travail sur la loi du pognon. Nous avons obtenu ce que nous voulions. C'était la première fois qu'une telle action avait lieu dans la zone viticole.

LES FAITS

Un syndic de faillite cherche à vendre 3 ha de pommiers du côté d'Argeliers. Deux voisins sont intéressés : l'un est le patron de la Société Express-Marée à Lésignan, c'est le second transporteur du département ; l'autre est un jeune viticulteur qui a besoin de terres pour vivre un peu mieux. La vente se fera donc aux enchères et la terre ira au plus offrant, comme le veut la loi. Le jeune est à coup sûr perdant à ce jeu.

Des syndicalistes ne l'entendent pas de cette oreille. Face au fric de l'industriel, ils proposent la solidarité des travailleurs et la revendication : « la terre, outil de travail, à ceux qui vivent de la terre ».

Cinquante syndicalistes de tous les points de l'Aude se retrouvent au tribunal de Narbonne (âge moyen : 25-30 ans), semant l'inquiétude parmi les juges. La vente aux enchères commence, et avant même que le patron d'Express-Marée ait pu parler nous interrompons la séance en disant que nous avions décidé que la terre devait revenir au jeune qui en a besoin, que le prix qu'il avait proposé était honnête, donc que la vente était terminée. Le juge, furieux, appelle les flics pour faire évacuer le tribunal... Cris, brouhaha, discussions tendues...

Nous décidons de sortir pour mieux menacer le patron d'Express-Marée de brûler ses camions sur les routes s'il surenchérissait. Finalement il se retire, estimant que ça ne vaut plus le coup de continuer.

Le jeune viticulteur, se retrouvant seul, gagnait la vente et achetait la terre dont il avait besoin.

Les leçons de cette action sont très nombreuses : cela montre que beaucoup de choses sont en train de changer.

— Un nouveau style d'action syndicale apparaît, avec des actions précises, claires pour tout le monde.

— La lutte contre la spéculation et pour le maintien des travailleurs occitans sur leurs terres prend aujourd'hui un tour offensif où deux ennemis s'affrontent : les travailleurs d'un côté, et de l'autre le fric et les manœuvres des notables, des juges et des flics. *Les ennemis se découvrent même parmi ceux qui se disent défenseurs du vin.*

C'est pour nous une lutte importante car c'est la première fois que nous gagnons dans une action semblable. D'autres suivront, rejoignant ainsi le combat des paysans bretons.

Extrait de « Paysans en lutte n° 7 ».

A BAS LA DISCRIMINATION RACIALE !

A Vierzon comme dans beaucoup d'autres villes françaises, il existe un important contingent de travailleurs étrangers (principalement Nord-Africains) qui doivent bien, à l'instar de leurs frères de classe français, engraisser le patron afin de gagner leur vie. Il est scandaleux de constater que dans de nombreux débits de boisson, les tenanciers de café imposent un prix supérieur au prix normal lorsque ce sont des Nord-Africains (le plus souvent des Algériens) qui consomment.

Lorsque l'on demande à ces messieurs pourquoi ils agissent de la sorte, ils répondent sans embage qu'ils sont contraints d'adopter ces mesures car sinon leur établissement serait envahi par les « crouilles » (à l'accusation de « racisme », ces bonnes âmes ne se font pas faute de protester véhémentement...).

De nombreux travailleurs nord-africains, informés du fait, ne se gênent plus pour dire ce qu'ils pensent de telles méthodes et paient désormais le prix normal. Ces camarades subissent déjà plus durement que leurs frères français l'exploitation des patrons qui profitent du fait qu'ils sont étrangers pour leur imposer toute une série de honteuses pressions.

Au moment où la presse réactionnaire se lance dans une frénétique campagne de haine contre tous les ouvriers immigrés en général, il est important de réagir !

A BAS LA DISCRIMINATION RACIALE SOUS TOUTES SES FORMES !

TRAVAILLEURS FRANÇAIS - IMMIGRES, UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !

QUE TOUS S'UNISSENT SOUS LA BANNIERE DU MARXISME - LENINISME LIBERATEUR !

Correspondant « Humanité-Rouge »,

CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSÉ TOUNG

L'exemplaire : 1,40 F

(disponible en 15 langues)

(par notre intermédiaire)

(ajouter 15 % de port à toute commande)

NON A LA BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT DES TRAVAILLEURS DE LA FONCTION PUBLIQUE !

Pour le gouvernement, qui pavoise à la radio et à la télévision, pour la presse bourgeoise et révisionniste, ainsi que pour l'ensemble des organisations syndicales « les traitements des fonctionnaires augmenteront, cette année, au total, de 7,70 % ».

« L'Humanité-blanche » du 15 novembre va même jusqu'à préciser que « calculé sur la base d'une hausse des prix équivalente à 6 % (indice officiel) ce relèvement se solderait, en fin d'année, par une progression du pouvoir d'achat de 1,70 % ».

Voyons cela de plus près !

En définitive, le gouvernement, qui écarte toutes nos autres revendications, accorde les augmentations suivantes : 1,70 le 1-1-71 ; 1,50 le 1-6-71 ; 2,80 le 1-10-71 ; 1,20 le 1-11-71 ; 0,50 le 1-1-...72 au titre du « rattrapage » pour 1971 (!), d'où le « total » de 7,70 %.

Prenons, comme base de calcul, un traitement mensuel de 100 000 AF, chiffre que beaucoup de jeunes fonctionnaires et de retraités n'atteignent pas.

Sans aucune augmentation, l'intéressé aurait gagné, pour les 12 mois de 1971, 1 200 000 AF.

Avec l'augmentation claironnée de « 7,70 % en 1971 », le traitement annuel devrait normalement être porté à 1 292 400, soit une majoration de 92 400 AF.

Or, si l'on applique au traitement mensuel de base les pourcentages octroyés pour janvier, juin, octobre et novembre (à l'exclusion du dernier qui, quoi qu'on en dise, ne concerne pas 1971) on obtient un chiffre annuel de 1 242 291 AF.

La majoration n'est donc plus que de 42 291 AF et le taux moyen annuel d'augmentation se ramène à 3,50 %, soit moins de la moitié du taux annoncé (!), entraînant non pas une progression du pouvoir d'achat de 1,70, mais une baisse du pouvoir d'achat de 2,50 %... ce qui n'est d'ailleurs pas nouveau !

Voilà donc où nous conduit la politique de misère et de paupérisation (appauvrissement progressif) de l'Etat, instrument de dictature des monopoles capitalistes.

Voilà où nous conduit la trahison des directions syndicales révisio-réformistes qui, de plus, trompent délibérément 3 millions de fonctionnaires actifs et retraités après avoir saboté, de mille manières, durant ces derniers mois, parce qu'elles en avaient peur, leur profonde volonté de lutte révélée lors des grandes manifestations de masses, à Paris et en Province, en mars et juin derniers (cf. H.R. n° 101 et 109).

Plus que jamais :

CONTINUONS LE COMBAT !

Un fonctionnaire

CAMBODGE : Nouvel échec de la doctrine Nixon

LES FORCES ARMEES KMERES ENCERCLENT PHNOM-PENH

Nixon a bien des déboires avec sa politique qu'il a pompeusement affublée de son nom : « La doctrine Nixon » ! Le 13 novembre dernier, il déclarait :

« Le Cambodge représente la doctrine Nixon dans sa forme la plus pure. Car, au Cambodge nous aidons les Cambodgiens à s'aider eux-mêmes et nous faisons cela plutôt que de nous battre nous-mêmes, comme nous l'avons fait en Corée et comme nous l'avons fait au Vietnam ! »

Autrement dit, faisons la guerre par personne interposée, perpétrons nos crimes sans que personne ne le sache !

Au même moment, sa brillante « doctrine » prend de rudes coups sur le terrain. Depuis plusieurs jours, Phnom Penh est totalement encerclée... et Nixon a dû envoyer ses hélicoptères de combat à la rescousse des fantoches kmers ! A l'ouest, les Forces armées kmères sont à 15 km de la capitale ! Au nord, les 20 000 hommes engagés par les fantoches sont en difficulté : ils viennent de subir une défaite cinglante à Rumlong. C'est le « pire des revers de Lon-Nol », se sont exclamés les « spécialistes » militaires des agences occidentales ! Au sud de Phnom Penh, à 75 km de la ville, même situation catastrophique pour les fantoches encerclés par les Forces armées populaires !

Depuis le début de la nouvelle saison sèche, les combattants kmers poursuivent une brillante offensive. Plus de 9 000 ennemis mis hors de combat depuis début septembre ! Et la « pureté » de la doctrine Nixon n'y peut rien ; là comme dans toute l'Asie du Sud-Est, les peuples la tiennent en échec... L'U.S. Air Force peut déverser tonnes de bombes sur tonnes de bombes, les fantoches sud-vietnamiens peuvent intervenir massivement de nouveau (Nixon y pense d'ailleurs), la « doctrine Nixon » au Cambodge n'est qu'une nouvelle aventure de la politique impérialiste américaine contre les peuples. C'est la même politique que les agresseurs américains ont développée en Corée; c'est celle qu'ils ont développée au Vietnam, puis dans toute l'Indochine.

Les discours de Nixon n'y feront rien ; l'échec des premiers criminels de ce temps est assuré ; et jamais les victoires des peuples indochinois n'ont si bien éclairé la pensée du président Mao.

« Provocation de troubles, échec, nouvelle provocation, nouvel échec, et cela jusqu'à leur ruine. Telle est la logique des impérialistes et de tous les réactionnaires du monde à l'égard de la cause du peuple ; et ils n'iront jamais contre cette logique. C'est là une loi marxiste. »

(Mao Tsé toung - P.L.R.)

THAILANDE : NIXON PREPARE SES ARRIERES

Mercredi 17 novembre, un coup d'Etat militaire ayant à sa tête le Premier ministre, le maréchal Thanour Kittikachour, proclame la loi martiale, dissoud le Parlement, abroge la constitution, démet le gouvernement, avec la bénédiction du roi et de l'ambassadeur U.S., restaurant ainsi une dictature ouverte à Bangkok pour y renforcer un régime déjà fasciste.

Peut-on s'étonner alors que dans toute l'Indochine et en particulier au Cambodge, voisin de la Thaïlande, la défaite de l'impérialisme américain se précise de plus en plus, que Nixon pense à préparer ses arrières en Thaïlande, dont le gouvernement est totalement à sa botte, dont les troupes sont engagées directement au Laos et qui sert de base à des centaines d'avions U.S. Faire de la Thaïlande une base logistique encore plus solide participe pleinement de la doctrine Nixon : retirer les troupes U.S., en intensifiant les bombardements. Et le coup d'Etat arrive à point au moment où au Cambodge l'aviation reste le seul moyen d'intervention face à l'encerclement des troupes fantoches par les forces armées khmères.

Mais si le coup d'Etat a été nécessaire pour cela, c'est qu'en Thaïlande, tout ne va pas comme sur des roulettes pour l'impérialisme américain et ses valets.

En effet, les militaires thaïlandais ont justifié eux-mêmes le coup d'Etat en expliquant que « résoudre les problèmes urgents par la voie constitutionnelle n'était plus adéquat » en raison « des dangers qui menacent la sécurité nationale et le trône ». Car les défaites U.S. n'arrangent guère leur situation, engagés comme ils le sont dans la guerre d'agression.

En effet, il s'agit pour eux de faire face à l'intérieur à la révolte du peuple thaïlandais qui se traduit par des foyers de guérilla, des grèves, des manifestations au moment où une partie de l'armée s'enlise au Laos, où leur budget s'amenuise peu à peu de l'apport du corps expéditionnaire U.S. au Vietnam, où les combats font rage aux frontières, où l'admission de la Chine à l'O.N.U. renforce un courant « neutraliste » chez leurs amis d'hier, et accroît l'espoir et donc la combativité du peuple.

Renforcer les bases militaires U.S. consolidera leur pouvoir mais il faut les appuyer par la dictature ouverte. Le sort des réactionnaires thaïlandais est tellement lié à celui de l'impérialisme U.S. qu'ils ne peuvent que participer à « l'escalade » qui conduit celui-ci à la défaite et ils seront inéluctablement balayés avec lui.

MASSU ET LA TORTURE : FASCISME ET FASCISATION

Est-ce simplement pour le plaisir de cracher sur ses victimes que le général Massu se rappelle à notre souvenir en choisissant le moment actuel pour rouvrir le dossier de la torture ? Ce n'est pas pour se justifier, car alors, profitant de l'amnistie qui le couvre, lui et ses complices, il aurait gagné à se faire oublier. En vérité, si Massu est ainsi intervenu à grand renfort de presse et de télévision bourgeoises aux mains de l'Etat, c'est que l'Etat avait besoin de ses déclarations, comme hier l'Etat, représenté par Guy Mollet - Mitterrand, avait besoin de ses services comme tortionnaire.

Aujourd'hui, en présentant la torture comme un acte simple de gouvernement, le général Massu fournit des armes à la répression de Marcellin et prépare idéologiquement la population à accepter une accentuation de la répression du pouvoir, allant jusqu'à la torture, sur la classe ouvrière et les travailleurs en lutte.

Devant les scandales soulevés dans l'opinion, ces dernières années depuis 1968, et ces derniers mois, par le « zèle » de certains policiers, le pouvoir bourgeois a besoin de protéger sa police contre l'opinion, de la couvrir, de la réconforter et de l'encourager à de nouvelles besognes. En rappelant pour les justifier les assassinats et tortures accomplis en Algérie, la bourgeoisie veut montrer qu'aujourd'hui même, les « bavures » (tortures, assassinats, passages à tabac, etc.) sont devenues inévitables, demain elles seront nécessaires, après-demain elles seront indispensables et à nouveau considérées comme un moyen de gouvernement.

Si Marcellin hésite à réprimer les « dépassements » de ses policiers — il faut de véritables campagnes de presse pour entraîner des enquêtes — et donne l'impression de les couvrir — les sanctions sont le plus souvent tenues secrètes —, il ne fait en cela que suivre l'exemple des gouvernements précédents, ses maîtres, qui couvrirent et organisèrent la répression colonialiste en Algérie : tortures à la chaîne, meurtres et assassinats en série (gouvernements radicaux — M.R.P. — socialistes S.F.I.O. — avec la bénédiction du P. « C. » F. qui votèrent les pouvoirs spéciaux — et gaullistes).

Voici un document publié par le « Comité Maurice Audin » (1) pendant la guerre d'Algérie :

« 19 mars 1957
SECRET 2616/2

Le général commandant la Z.N.A. et la 10e Division parachutiste remercie l'aumônier parachutiste (2) qui a pris la parole pour porter sur l'action policière un jugement sans passion, libre et raisonné.

Il invite toutes les âmes inquiètes ou désorientées à l'écouter et souhaite que ces réflexions d'un prêtre contribuent à éclairer ceux qui n'ont pas été formés à la rude école de la « guerre pourrie » d'Indochine et qui n'auraient pas encore compris que l'on ne peut lutter contre la « guerre révolutionnaire et subversive » menée par le communisme international et ses intermédiaires avec les procédés classiques de combat, mais bien également par les méthodes d'action clandestines et contre-révolutionnaires.

La condition SINE QUA NON de notre action en Algérie est que ces méthodes soient admises, en nos âmes et consciences, comme nécessaires et moralement valables.

Le déchaînement d'une certaine presse métropolitaine ne doit pas nous émouvoir ; il ne fait que confirmer la justesse de nos vues et l'efficacité de nos coups.

Signé : le général de brigade MASSU,
Commandant de la Z.N.A.
et la 10e Division parachutiste. » (3)

---

(1) Maurice Audin, 25 ans, marié, père de trois enfants, est arrêté le 11 juin 1957 au soir par les parachutistes du général Massu.

Assistant à la faculté des sciences, Maurice Audin était membre du Parti communiste algérien.

Emmené au centre de tri d'El Biar, un immeuble en construction, Maurice Audin devait y être retenu arbitrairement pendant plus d'une semaine, et torturé comme le furent au même endroit M° Ali Boumendjel, Henri Alleg et des dizaines d'hommes et de femmes.

Retenue dans son appartement jusqu'au 15 juin par les parachutistes, Mme Audin va essayer, en vain, une fois relâchée, de savoir où se trouve son mari.

L'armée prétend ne pas le détenir. Plus tard, elle dira : « Maurice Audin s'est enfui dans la soirée du 21 juin. Il n'a pas été torturé. Il s'est évadé ».

Fin 1957, un Comité Audin fut constitué à Paris et le 2-12-59 il avait établi les faits suivants :

— Audin a été torturé par une équipe de spécialistes comprenant notamment les capitaines D. et F., les lieutenants I. et C., le sergent J., le policier L. déguisé en parachutiste.

— Au cours d'une séance de tortures, le lieutenant C. a étranglé Audin dans l'après-midi du 21 juin 1957.

— Pour dissimuler le crime de cette personnalité fort connue, une mise en scène a été organisée : faux en écriture publique, faux-témoignages par le général Massu, par les commandants A., D., L., par le lieutenant C., par les sergents M., C., J. (4).

— Les généraux Salan et Massu et leurs subordonnés firent tout ce qui était en leur pouvoir pour étouffer le scandale.

— Le pouvoir civil, tant à Paris qu'à Alger, ne sut ni ne voulut user de ses droits pour exiger de l'autorité militaire son aide, afin que les coupables soient démasqués. En fait, le coupable était le régime et ces hommes, ses différents serviteurs à des degrés hiérarchiques différents.

(2) Il s'agit de l'aumônier Delarue, nommé par Massu dans son livre.

(3) Document du Comité Audin, provenant de la collection personnelle d'un parachutiste du II° commando qui opérait dans les Aurès au printemps 1960.

(4) Les criminels de guerre sont actuellement couverts par l'amnistie. La loi bourgeoise n'hésite pas pour les défendre à inculper ceux qui les nommeraient.

Le P. C. F. et la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale

Une étude de Jacques JURQUET (4)

EN 1924, LE PARTI COMMUNISTE RECTIFIE SA LIGNE CONCERNANT LES QUESTIONS COLONIALES DE L'AFRIQUE DU NORD

Quand Ho Chi minh évoquait les « *longues thèses* » et les « *résolutions sonores* », peut-être faisait-il allusion aux documents adoptés par le 1er Congrès du Parti Communiste (S.F.I.C.) tenu à Marseille du 25 au 30 décembre 1921.

La résolution votée à propos du travail communiste concernant les colonies faisait suite à un rapport dont le contenu essentiel tenait compte des travaux du 2e Congrès de l'Internationale communiste. Elle concrétisait la décision du Congrès de Marseille de créer un « *organisme spécial d'études et de documentation en matière coloniale* », chargé de « *prendre toutes mesures utiles en vue de commencer, dès maintenant, une propagande active en matière coloniale, en attendant qu'un projet complet et détaillé d'action coloniale soit discuté dans le prochain Congrès du Parti.* » Elle demandait « *au groupe parlementaire une active intervention en faveur des Indigènes privés de tous droits* » et elle invitait « *le comité directeur à accorder une place à l'étude de cette question dans* l'Humanité *et dans les publications et éditions du Parti.* » Malheureusement, ces décisions étaient restées sans aucune application concrète. Sans doute aussi le jeune militant anticolonialiste avait-il eu connaissance du « *Projet de programme d'action présenté au Congrès fédéral d'Alger du Parti communiste (S.F.I.C.) le 14 janvier 1923* » ?

Bien que d'un contenu moins excessif que celui de la résolution de la section de Sidi bel Abbès, ce document, tout en comportant quelques rares propositions positives, contenait les graves séquelles des positions humanistes et assimilationnistes de la tendance centriste du Parti socialiste unifié. Sa ligne générale s'inscrivait à l'encontre de la proclamation pour les Algériens autochtones du droit à l'autodétermination et donc à l'indépendance nationale.

A coup sûr, Ho Chi minh avait avec ce texte des désaccords fondamentaux. Nous pensons cependant qu'il présente un intérêt pour notre propos, dans la mesure où il atteste par la négative de l'état d'esprit des « *communistes* » européens établis en Algérie dans le cadre de la colonisation des années 1920. En voici donc de courts extraits, sa longueur ne permettant pas de le présenter in extenso :

« ... *Ainsi, il apparaît que le rôle d'un P.C. en Algérie doit être, selon les formules mêmes de l'Internationale, la constitution d'un « FRONT » ANTI-IMPERIALISTE » pour « DE» MOCRATISER AU MAXIMUM » le régime auquel sont soumises les masses indigènes* (c'était là une interprétation fort élastique des positions exactes de l'Internationale - note de J.J.). *Pour cela, il faudra :*

» *1° Faire connaître toute l'ignominie de toutes les lois d'exception appliquées aux Indigènes...*

» *2° FAIRE DE LA PROPAGANDE POUR L'INSTRUCTION...* (en langue française évidemment, précision de J.J.).

» *3° ... Formuler nos revendications... de la façon LA PLUS LARGEMENT DEMOCRATIQUE... Ainsi, dans la question de la représentation des Indigènes au Parlement, nous devons dire que nous soutenons cette réforme, mais en indiquant que la base du suffrage universel ne nous fait pas peur.*

4° ... Il faudra dénoncer la base de la colonisation qui est l'EXPROPRIATION des terres.

» *5° Ne jamais oublier de faire briller aux yeux des Indigènes LE SOLEIL DE MOSCOU. Leur parler des républiques soviétiques musulmanes du Caucase, de Géorgie, d'Azerbaïdjan...*

» *6° Les communistes devront engager la lutte contre les PREJUGES COLONIAUX qui aveuglent tant d'Européens...*

» *7° Nous devons faire des efforts pour augmenter notre RECRUTEMENT EN INDIGENES... Nous n'aurons une influence sur les masses que si nous leur apparaissons comme un parti mixte et non comme un parti spécifiquement européen... Dans les sections de France, les Indigènes sont nombreux ; or ils sont très rares dans celles d'Algérie. Cela tient sans doute à ce qu'ils ont des préjugés et qu'ils appréhendent la manière dont ils seraient reçus par des camarades européens d'Algérie...*

» *8° ... Le P.C. devra arriver à présenter des CANDIDATS COMMUNISTES INDIGENES à toutes les élections indigènes.*

» *9° L'action syndicaliste est un devoir pour les adhérents du P.C. Des efforts devront être faits par eux en vue de reconstituer des SYNDICATS AGRICOLES.*

» *10° Les communistes, dans leur action, se trouveront souvent, par la force des choses, aux côtés des CHEFS DU MOUVEMENT DEMOCRATIQUE indigène. Lorsque les circonstances le demanderont, ils ne devront pas craindre d'entrer en rapport avec eux.*

» *11° Il est à prévoir que le P.C., outre sa tâche de dénonciation des iniquités générales, aura souvent à obtenir réparation d'une INJUSTICE PARTICULIERE. Dans ce cas, il pourra demander le concours de toutes les organisations susceptibles de l'aider (Ligue des Droits de l'Homme, etc.).*

» *12° ... Question urgente... La famine règne dans les territoires du Sud. Formation d'un COMITE composé de toutes les bonnes volontés pour une ACTION DE SECOURS.* »

Disons-le sans ambiguïté : le scandale, pour des communistes authentiques, n'est pas qu'à cette époque précise des militants se croyant sincèrement « *communistes* » aient eu des conceptions aussi éloignées quant au fond de celles du marxisme et du léninisme et aussi proches de la social-démocratie. Cela peut se comprendre dans le contexte de l'Histoire. Le mouvement communiste était encore dans l'enfance. Le scandale, nous le découvrirons plus loin, quand nous verrons reprises, quinze et vingt-cinq ans plus tard, ces mêmes positions, sous des formes à peine plus subtiles, par des dirigeants du Parti communiste français et tout spécialement par son secrétaire général Maurice Thorez.

1924 : LA JUSTE LIGNE PROLETARIENNE APPARAIT

L'année 1924 fut, en vérité, tant sur le plan international qu'en France, l'année préparant et commençant dans la pratique la rectification de la ligne idéologique et politique communiste vis-à-vis des peuples des colonies. Au moment où mourrait Lénine, ses idées en la matière, élaborées dans des luttes difficiles, essentiellement depuis 1915, triomphaient dans la réalité vivante. L'importance accordée à la lutte contre le colonialisme par le 4e Congrès de l'Internationale réuni en décembre 1922 correspondait à ses efforts, ses thèses prévalaient largement. La stratégie révolutionnaire prolétarienne de 1919 fondée sur l'imminence de la révolution mondiale, remise en cause par la réalité historique (échecs des Communes de Budapest et de Berlin, reflux général du mouvement des masses dans les pays européens), laissait place à une stratégie beaucoup plus large où l'égocentrisme européen n'avait plus aucune place. Désormais, le marxisme-léninisme savait que la révolution concernait aussi les peuples des autres continents : Asie, Afrique, Amériques. La victoire exigeait l'alliance des peuples des colonies opprimées et des prolétariats exploités par un ennemi commun : l'impérialisme. Et Lénine, avant de mourir, avait clairement exprimé les perspectives révolutionnaires extraordinaires qui se levaient à l'Est, notamment dans les immenses pays de l'Extrême-Orient, en Chine et aux Indes.

L'EMIR KHALED, PATRIOTE ALGERIEN, ALLIE DES COMMUNISTES BOLCHEVIKS

L'émir Khaled avait cru pouvoir développer ses revendications nationales sur des bases légales. Rapidement, il était devenu une personnalité connue pour son activité dans l'ensemble du monde arabe, notamment en Algérie, en Tunisie, au Maroc et en Syrie, quatre pays opprimés par le colonialisme français. Elu conseiller municipal, puis conseiller général et enfin délégué financier, il devint la bête noire des tenants du colonialisme en Algérie comme en France. Et bientôt, en 1923, sans aucun jugement ni fondement juridique quelconque, il fut expulsé de son propre pays et déporté par les autorités françaises à Alexandrie, en Egypte. C'est là qu'il reçut la visite d'envoyés du Parti communiste bolchevique de l'Union soviétique venus l'assurer de leur solidarité et de leur soutien. A la fin de l'année, il se rendit à une réunion organisée clandestinement à Rome avec des dirigeants communistes. L'Internationale s'efforçait de mettre en application la juste ligne adoptée lors de son 4e Congrès et, dans ce but, recherchait des alliances avec tout mouvement anticolonialiste, fut-il le fait d'éléments appartenant aux bourgeoisies nationales.

L'arrivée au pouvoir du « *cartel des gauches* » au début de 1924 eut pour conséquence le changement de gouvernement et Edouard Herriot, radical, devint président du Conseil. Aussitôt, l'émir Khaled demanda l'autorisation de résider en France, l'obtint et revint à Paris en mai 1924. Ce fut là le point de départ d'une efficace coopération entre le Parti communiste (section française de l'Internationale communiste) et les masses de travailleurs immigrés venus des pays du Maghreb : Algérie, Tunisie et Maroc. Une première réunion se tint à Paris au domicile d'un ami algérien de l'émir, Ahmed Belghoul, dans le 17e arrondissement. Le délégué du Parti communiste fut un membre de son Bureau politique, élu à cette haute fonction par le 3e Congrès : Jacques Doriot. Que cet individu devienne par la suite et successivement indicateur de police, chef d'un parti fasciste et enfin officier de la Waffen-SS nazie n'est pas ici ce qui nous intéresse. Notre propos consiste à connaître, dans sa formulation théorique comme dans les détails de son application concrète, la politique du Parti communiste, de ce Parti dont nous sommes issus et dont nous avons le devoir de défendre tout ce qui fut positif et utile aux luttes révolutionnaires prolétariennes de notre peuple. Nous aspirons à mériter la qualité d'héritiers légitimes de la ligne suivie par le Parti communiste français en tout ce qu'elle eut de conforme au marxisme-léninisme, et nous combattons et combattrons sans complaisance tout ce qu'elle eut d'erroné, d'opportuniste et de révisionniste jusqu'à sa trahison définitive.

C'est pourquoi, dans le respect de la vérité historique, nous pourrons être amenés à citer des noms de futurs criminels, comme ce Doriot, de renégats des principes de Marx, Engels, Lénine et Staline comme Thorez, à côté de ceux de militants demeurés jusque dans la mort, et par leur mort elle-même, fidèles aux intérêts de la révolution prolétarienne en France et dans le monde, comme l'héroïque martyr communiste Pierre Sémard. La dégénérescence de dirigeants ou militants, quels que fussent leurs mérites passés, manifeste qu'à un moment donné de leur vie, peut-être même dès le départ de leur activité politique, mais pas forcément, une lésion profonde et néfaste existait dans leur idéologie. C'est par cette faille que s'est infiltrée l'idéologie bourgeoise, submergeant peu à peu tout leur individu pour les amener à trahir leur passé révolutionnaire.

Au nom du Parti communiste et de l'Internationale communiste, Doriot, donc, réaffirma à ses interlocuteurs algériens que les communistes étaient prêts à soutenir les luttes de libération nationale des peuples colonisés, même si leurs directions étaient assurées par des non-communistes. L'émir Khaled exposa le programme qu'il avait rédigé pendant sa déportation à Alexandrie. D'un commun accord, Ahmed Belghoul fut désigné pour assurer la liaison entre l'émir et le Parti communiste (S.F.I.C.).

Aussitôt, communistes français et patriotes algériens passent à l'action et commencent un intense travail d'agitation - propagande. Le 12 juillet 1924 est organisée une Conférence dans la salle des ingénieurs civils, rue Blanche. A la tribune, sous la présidence d'un professeur algérien, Ahmed Bahloul, siègent côte à côte l'émir Khaled et le député communiste André Berthon. La salle est archi-comble et des milliers de travailleurs algériens venus de toute la France sont obligés de rester à l'extérieur. L'émir parle aussi bien en français qu'en arabe et déchaîne un enthousiasme extraordinaire. Les militants communistes français se serrent les coudes dans la joie du succès de ce meeting avec leurs compagnons de travail venus d'Afrique du Nord.

(*A suivre.*)

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56, rue des Haies - PARIS (20e) — Dépôt légal : 3e trimestre 1971.